

## La Moselle-Est se soigne en Sarre

Trop méconnu, l'Eurodistrict SaarMoselle existe et le prouve : ce groupement européen de coopération transfrontalière espère créer au 1er juillet une zone franco-allemande d'accès aux soins, afin de permettre aux Mosellans frontaliers de se soigner en Sarre et inversement. De quoi offrir une identité toujours plus marquée à cet espace binational.

A l'heure où Strasbourg et Metz se disputent la répartition des organes décisionnels de leur future Grande région, le territoire qui les sépare fraternise toujours plus avec son voisin allemand. A l'initiative de l'Eurodistrict SaarMoselle, groupement européen de coopération transfrontalière né en 2010, la Moselle-Est et le land de Sarre comptent bientôt se doter d'une zone d'accès aux soins transfrontaliers : cette « Zoast » doit permettre d'accueillir dans plusieurs hôpitaux français et allemands des patients venus de chaque côté de la frontière, en gommant toute barrière géographique, administrative ou financière.

### L'Eurodistrict, sillon d'avenir

Ce n'est pas nouveau : la politique régionale aime se focaliser sur son « sillon lorrain », cette ligne nord-sud composée des principales villes du territoire (Thionville, Metz, Nancy et Epinal). Géographiquement écartée de cette dynamique, la Moselle-Est et ses élus voient en l'Eurodistrict SaarMoselle un moyen de renforcer leur identité et leur attractivité. Le projet de Zoast initié par ce dernier illustre cette tendance assumée : « Notre grande métropole de 700 000 habitants, étirée entre la Sarre et la Moselle-Est, représente notre sillon à nous, porté par l'Eurodistrict », s'est exclamé avec malice Paul Fellingner, président de l'agglomération forbachoise, le 19 mars à Sarrebruck. « Nous sommes toujours obligés de nous battre avec plus d'énergie que si nous étions sur le sillon mosellan (Thionville et Metz, ndlr) », a renchéri Céleste Lett, député-maire de Sarreguemines. « Mais notre territoire est en passe de devenir central au sein de la Grande région à venir avec l'Alsace d'un côté, la Lorraine et la Champagne-Ardenne de l'autre. »

Si la ville messine a bénéficié de deux hôpitaux neufs récemment sortis de terre, la Moselle-Est panse ses carences en la matière par le transfrontalier : « A une époque, nous avons cru en l'implantation d'un plateau technique unique hospitalier sur notre territoire (ce PTU y aurait regroupé l'offre de soins, ndlr). Aujourd'hui, cette Zoast à venir remplace ce projet avorté », a estimé Paul Fellingner. « Nous aurons donc notre PTU, un PTU éclaté. » Rien de nouveau non plus : l'histoire tourmentée vécue par l'Est mosellan lui a appris à savoir renaître de ses cendres, en toute occasion.

Attendue pour le 1er juillet après un an et demi d'études, cette coopération ne surgit pas de nulle part : « Dès 2005, une première convention-cadre a été signée entre les deux pays » pour améliorer la coopération entre leurs établissements de santé, a rappelé le député-maire de Sarreguemines Céleste Lett, présent aux côtés des autres acteurs du projet le 19 mars au château de Sarrebruck.

En 2008, une nouvelle convention d'aide médicale transfrontalière avait offert la possibilité aux services de secours de traverser la frontière franco-allemande pour intervenir sur le territoire du voisin en cas d'urgence médicale, afin d'accélérer la prise en charge des patients. « Avoir un blessé grave à cent mètres de la frontière, avec des équipes d'un hôpital tout proche de l'autre côté qui ne pouvaient pas la passer, c'était inadmissible », rappelle Roland Roth, vice-président de l'Eurodistrict SaarMoselle.

Cette coopération s'était encore renforcée en 2013 : depuis cette date, les patients français touchés par un infarctus sur la zone d'intervention gérée par le Smur (service mobile d'urgence et de réanimation) forbachois peuvent être soignés dans le service dédié du HerzZentrum Saar à Völklingen, côté allemand.

### **Effacer les disparités**

« Nos médecins ont désormais l'habitude de travailler ensemble », constate Laurent Kalinowski, député-maire de Forbach, dont la commune est accolée à la frontière. « Nous avons aujourd'hui des cardiologues bilingues dans notre hôpital. Un accord entre les caisses d'assurance-maladie de nos deux pays fait en sorte qu'un patient soigné en urgence à Völklingen, puis rapatrié à l'hôpital de Forbach, est aussi bien remboursé que s'il était resté à Forbach. »

Logique d'un point de vue humain : « Selon nos études, l'espérance de vie en Moselle-Est est plus courte et la démographie médicale moins importante que sur le reste du territoire français. Un constat que l'on retrouve du côté sarrois », a révélé Henri Lewalle, coordinateur du projet de Zoast entre l'Eurodistrict et l'Union européenne. Une logique moins évidente, d'un point de vue administratif : « Nous devons encore nous battre pour que notre particularité transfrontalière soit prise en compte », constate Laurent Kalinowski. Son collègue Céleste Lett en sait quelques chose : il doit régulièrement défendre à Paris la survie du tram-train Sarreguemines-Sarrebruck, en circulation sur des voies tantôt françaises, tantôt allemandes.

La Zoast voulue par l'Eurodistrict projette d'effacer ces disparités en matière de santé : elle veut étendre à la fois le nombre de centres hospitaliers partenaires, dans des domaines médicaux spécifiques (voir encadré), et la prise en charge automatique des patients par leur caisse de part et d'autre de la frontière. « La toute nouvelle convention validée hier (le 18 mars, ndlr) par l'Eurodistrict entend supprimer ce que l'on appelle l'autorisation médicale préalable, un formulaire normalement nécessaire au patient avant la prise en charge de certains soins dans un pays étranger », explique Henri Lewalle. « Si les gouvernements français et allemand valident notre convention, l'obtention de ce formulaire deviendra automatique. »

### **Impératifs économiques**

« Le nord de la France et la Belgique ont depuis longtemps mutualisé leur offre de soins, à la frontière. Il faut le réaliser ici, avec l'Allemagne, à l'heure de l'intégration européenne et de la libre circulation des personnes », milite Henri Lewalle. « Il y a parfois des pénuries dans certaines disciplines hospitalières. Cet élargissement vers le voisin permettra une meilleure complémentarité et une réduction des coûts sociaux pour renforcer, au final, l'offre de soins. »

Les propos du coordinateur de la Zoast font écho à la cure d'austérité généralisée des hôpitaux publics français, et plus localement à la restructuration de l'offre de soins en Moselle-Est : cette coopération médicale transfrontalière obéit aussi à des impératifs économiques. « Notre territoire manque de médecins. Et on ne pourra plus développer [comme avant] des pôles sanitaires identiques sur des territoires côte à côte », admet Céleste Lett.

A l'heure où le déficit des hôpitaux est-mosellans est traitée par l'agence régionale de santé (ARS) lorraine à coups de rationalisation, de suppressions de postes et de fusion de services, ouvrir les hôpitaux restants à un plus large public pourrait permettre de consolider leur activité. « En 2013, 15 000 patients français ou belges ont pu profiter de soins dans le pays voisin du leur », illustre Henri Lewalle, déjà à l'origine de cette collaboration médicale nordique étalée « d'Arlon à Dunkerque ».

Localement, l'hôpital de Völklingen a accueilli 93 patients français depuis sa convention passée en 2013 avec Forbach.

Pour l'heure, L'ARS lorraine et le land de Sarre se sont déjà dits « favorables » à la convention signée par les partenaires franco-allemands de l'Euro-district. Reste à décrocher l'aval des ministères nationaux à Paris et à Berlin, pour espérer voir naître cette Zoast le 1er juillet. Une certitude : là où certains se disputent, la Moselle-Est discute en vue de consolider son identité transfrontalière. Et une offre de soins pérenne, entre les deux grands pôles hospitaliers de Metz et de Strasbourg.

Par Arnaud Stoerkler